

**Le Conseil de Fondation et tous les collaborateurs
du GIPRI vous présentent
leurs bons vœux pour cette nouvelle année 2011.
Qu'elle vous apporte santé, bonheur et joie !**

« La tolérance est une vertu qui rend la paix possible »
Kofi Annan

L'information au quotidien

« quand trop d'information tue l'information »¹

Face à la surinformation

Nous sommes submergés d'informations et paradoxalement nous en recherchons toujours plus. En partant de cette constatation, l'information au quotidien nous apparaît comme un flux continu sur lequel il semble que nous n'ayons aucune prise. Les chercheurs ont appelé ce phénomène l'infobésité² et c'est le mal de notre société de l'information.

On dit qu'au XVIIe siècle, une personne était exposée au cours de sa vie à moins d'information qu'on en retrouve dans une seule édition du New York Times. Le Web ne cesse de croître ; près de 14 billions de pages sont indexées³ et il devient même difficile d'imaginer sa taille réelle.

Face à l'exploitation politique de l'information

Nous sommes des citoyens surinformés mais en vérité, qu'en reste-t-il ? Il ne s'agit pas seulement d'un problème d'abondance mais aussi d'assimilation et d'utilisation de l'information, pour les individus comme pour les organisations. Nous sommes souvent effarés de constater avec quel petit bout de la lunette les choses nous sont présentées. Les informations concernant les faits de guerre, les famines, les génocides, celles concernant le racisme, les attentats laissent un sentiment d'impuissance, un peu de culpabilité et du découragement. Que faire ? Il est important que certaines informations parviennent au niveau international pour que l'on sache ce qui se passe tout près ou à l'autre bout de la planète en espérant toujours le « plus jamais ça ».

Certaines analyses tentent d'exploiter politiquement des événements tragiques en vue de modifier, voire manipuler l'opinion populaire. Les médias, des quotidiens à la télévision, forcent l'aspect émotionnel pour toucher les lecteurs et auditeurs au détriment de la raison et d'une vision plus panoramique des choses. Cette manière de procéder semble privilégier une pensée unique à laquelle celui qui n'y adhère pas est considéré comme bon à éviter. Se tenir au courant fait partie du devoir de tout citoyen qui se doit de se sentir impliqué par ce qui arrive dans le monde mais que pouvons-nous faire de tout ce flot d'informations ?

Face à la banalisation ou à la lassitude

Anne Nivat⁴ nous fait part de son point de vue de journaliste qui souffre de la difficulté à faire partager au plus grand nombre l'enfer vécu loin, là-bas, sur place. Ainsi pour la guerre d'Irak, elle se demande ce qu'il faut dire de plus pour intéresser celui qui, en lisant son journal, au café en écoutant la radio, dans sa voiture, ou en regardant la télévision, en a assez de ces informations, toujours les mêmes à propos des attentats-suicides sur un marché, près d'un commissariat de police, sur une énième colonne militaire américaine. La journaliste se rend compte qu'elle ne peut pas vraiment en vouloir à celui qui, tranquille et protégé dans son pays « civilisé », forcément passif face à cette violence répétée, en prend d'une certaine manière l'habitude, a l'impression qu'elle est inéluctable (laissons-les s'entre-tuer, ce sont des sauvages, ils ne sont pas comme nous...) ; celui qui a l'impression qu'il connaît les coupables (il peut même nommer les « bons » et les « méchants ») et n'admet pas que tout ne soit pas si facile à régler sur place. Celui qui « consomme » l'information est submergé par un sentiment on ne peut plus humain : la lassitude. En se prolongeant, la guerre contre la terreur est devenue banale – la pire des éventualités pour un sujet journalistique. La journaliste se bat contre cette banalité, pour qu'on ne puisse pas prétendre plus tard qu'on ne savait pas, qu'on n'était pas au courant, pour qu'on ne soit pas faussement surpris ou indignés lorsque éclatera le prochain attentat. Avons-nous encore le droit de dire que l'on ne savait pas ? Dans d'innombrables pays, l'information n'est pas libre, ni accessible. La liberté de la presse – mais le sait-on assez – demeure une exception à travers le monde. On ne peut parler avec légèreté de cette liberté-là... On doit prendre au sérieux les auteurs qui dénoncent sans relâche la surinformation, ce matraquage dont les effets sont presque aussi pervers que ceux de la sous-information.

Il faut éduquer à une culture de l'information

Pour vaincre l'infobésité et se comporter en vrai citoyen bien informé, apte à gérer ses besoins d'information, il est bon que chacun acquière une culture de l'information. La culture de l'information ou Information literacy, est la capacité à intégrer efficacement au niveau individuel et/ou collectif les techniques intellectuelles permettant de maîtriser l'information. Il s'agit d'un ensemble de compétences qui permettent à l'individu de se diriger dans la société de l'information. Ce sont des compétences qu'il faut acquérir dès l'enfance et que l'école doit enseigner pour vivre en citoyen responsable d'une démocratie fondée sur la libre-information. ■

Jacqueline Deschamps

¹ Citation de Noël Mamère dans *La dictature de l'audimat*. Paris : La Découverte, 1988

² Terme inventé au Québec et reconnu par l'Office de la langue française depuis 1995

³ Cf. www.worldWideWebSize.com consulté le 20.12.2010

⁴ Nivat, Anne. *Bagdad zone rouge*. Paris : Fayard, 2008

Faire la paix.

Réflexions autour de quelques colloques sur la démocratie

Qu'est-ce que la démocratie? Certains s'y croient déjà lorsqu'une élection a désigné le gouvernement. D'autres voient les choses de manière beaucoup plus compliquée. Tel est le sujet que voulaient approfondir quelques colloques organisés par diverses organisations visant la promotion de la paix.

Le colloque annuel de Swisspeace

Le 22 octobre, à Berne, à l'occasion du colloque annuel de Swisspeace, Madame Marina Ottaway, de la fondation Carnegie à Washington, introduisait la journée par une conférence en forme de douche froide. Elle constatait, combien une élection est une opération appréciée des promoteurs de la paix ; le but est précis, limité dans le temps et sa réalisation est souvent techniquement maîtrisable. Pourtant, est-ce le meilleur moyen de faire avancer la cause de la paix? Certainement pas toujours, par exemple en Angola en 1992 ou, selon les dernières nouvelles, ce mois-ci à Haïti. Pour qu'une élection ait un sens et qu'elle fasse progresser la cause de la paix, il faut d'abord qu'existe un consensus minimal ; minimal, mais suffisant pour construire une aspiration commune.

«**Ballots or Bullets**», ou «**Justice or Peace**», tels étaient les thèmes provocateurs du colloque du 16 novembre à Berne, également organisé par Swisspeace. James Le Moyne, actuellement au Center for Humanitarian Dialogue, montrait combien, dans la puanteur d'un camp FARC en Colombie, le consensus en élaboration était loin de la pureté kantienne. Pourtant le brutal partenaire tenait beaucoup à ce que ses ennemis soient jugés. Ainsi, au fond de la forêt amazonienne, se révélait le besoin d'un rigoureux tribunal international. Par contre, ce même négociateur rapportait comment le mandat d'arrêt de la Cour Internationale de Justice contre le Président du Soudan en mars 2008 a sonné la fin des négociations de paix qu'il menait dans ce pays. Les participants, juges aux tribunaux internationaux ou négociateurs de terrain, portaient la certitude qu'une paix sans justice ne peut être stable, mais ni l'une ni l'autre ne sont des pièces fermes comme celles d'un puzzle, que l'on peut mettre en place dans leur rôle et leur fonction. Paix et justice s'inscrivent dans une réalité complexe, dont la démocratie est un élément incontournable.

Débats de l'Academia Engelberg

Surprenante figure dans ce monde où les praticiens du terrain me semblent mieux à même d'indiquer les voies à suivre que les académiciens aux solides compétences théoriques, Günter Abel, professeur berlinois de philosophie, éclairait les trois jours de débats de l'Academia Engelberg, du 13 au 15 octobre (toute la conférence peut être suivie sur le site sus-mentionné), par une constatation forte : la démocratie, la justice et la paix ne sont pas des états, mais des processus ouverts que des intervenants compétents et engagés peuvent faire progresser.

Les intervenants compétents et engagés, pour la promotion de la paix, ils sont nombreux et ils agissent. On les trouve à Swisspeace, à la Croix-Rouge et dans les très nombreuses organisations (veillons à ce que le GIPRI en soit) qui, justement, se distinguent par leur compétence et leur engagement. Ils sont là, à l'instant, en cas de crise (<http://www.icrc.org/>; <http://www.crisisgroup.org/en.aspx>), ils sont là aussi, dans la durée, quand les conflits, la faim et le sous-développement font leurs ravages (<http://www.oxfam.org/>; <http://www.swisspeace.ch/>), on les retrouve dans l'atmosphère feutrée des institutions internationales (<http://www.sipri.org/>; <http://www.pugwash.org/>), et où l'opulence s'étale sans considération du bien commun (<http://www.evb.ch/>). Certains les comparent à Sisyphe. Ceux-là n'ont probablement pas eu l'occasion de prendre connaissance des efforts et des résultats.

Différents points de vue

Une visite à quelques-uns des sites ci-dessus corrigerait la mauvaise vue.

La mienne peut se décrire par une comparaison. Autrefois, la médecine n'était pas d'une bien grande aide à la qualité de vie. Aujourd'hui, dans les pays développés, la maladie n'est pas vaincue, nous ne sommes pas tous en bonne santé, mais, la grande majorité d'entre nous, vit beaucoup mieux grâce à la bonne médecine. Merci à 150 ans de science et de développement ainsi qu'à ceux qui les mettent quotidiennement en pratique.

La science de la paix – l'irénologie, – comme aussi la science du développement durable et solidaire, sont bien plus récentes, mais la malade, notre Terre, n'a pas moins besoin de soins. Dans 50 ans, il y aura encore des conflits, de la pauvreté et des pollutions exécrables, mais la poursuite déterminée des efforts de ceux qui construisent la paix pourrait faire de notre Terre, un monde où il fera bon vivre pour tous. Le moins est d'essayer. ■

Jacques Dubochet, Université de Lausanne

Academia Engelberg: Challenging democracy, 13-15.10.2010 ; <http://www.academia-engelberg.org/>

Seeking Justice, Building Peace. Swisspeace, Berne, 22.10.2010

Ballots or Bullets ? Swisspeace, Berne, 16.11.2010, <http://www.swisspeace.ch/>

Recent Developments in Nuclear Disarmament

“Over the past 15 years, the goal of elimination of nuclear weapons has been so much on the back burner that it will take a true political breakthrough and a major intellectual effort to achieve success in this endeavor.” (Mikhail Gorbachev, 2007)¹

As far as the public interest is concerned, the nuclear disarmament issue has been indeed “on the back burner” during the last decades. Due to its complexity and the setbacks which it continuously faces, the topic usually attracts scant attention.

In 2009, however, the international public opinion seemed to approach the breakthrough in the nuclear disarmament impasse as postulated by Gorbachev : President Obama’s famous Prague speech of April 5, 2009 has inspired the international community and has been widely quoted – especially in relation to nuclear disarmament. The signing of New START on April 8, 2010 between Russia and the United States seemed to confirm that a world free of nuclear weapons can be realised through the leading role of the United States.

Today, however, the “political breakthrough” appears again on the disarmament agenda.

Paradoxically, this especially applies to the Senate of the United States. As recently announced by Republican leaders New START will not be ratified in 2010 and in spite of the commitment of US American and European leaders, even the ratification in 2011 is still in question. Other treaties encounter similar difficulties: The Comprehensive Test Ban Treaty opened for signature in 1996 is still not ratified while the Fissile Material Cut-Off Treaty has not even concluded its drafting process. Additionally, the three non-official nuclear weapon states Israel, India and Pakistan still remain outside the Nuclear Nonproliferation Treaty. The legality of North Korea’s withdrawal in 2003 is denied by the majority of the international community. What are finally the reasons for the obstacles which nuclear disarmament continuously has to face?

The report “Recent Developments in Nuclear Disarmament” analyses the complex issues of this topic. By highlighting the main players, their political intentions and achievements, the paper aims at a coherent demonstration of the nuclear disarmament debate from the last months. Finally, it will be shown that traditional concepts of nuclear armament developed in the Cold War period are not completely abandoned in the 21st century as well as the policy of the United States has not essentially changed during the last two years.

As long as nuclear weapons exist, the United States will not retreat from the idea of deterrence. Finally, the implementation of disarmament treaties shows that a certain level of insecurity will always remain, because the risk of clandestine nuclear activities can never be totally excluded. However, nuclear disarmament requires mutual trust and building trust is a longsome process. Consequently, it is difficult to evaluate what a real “breakthrough” can be in such a time-consuming development.

Anyway, in 2010 many hopes for effective breakthroughs have been raised – their realization, however, remains a challenge for 2011. ■

Ina Magel

Contre tout espoir quand cet article a été écrit, le Sénat américain a ratifié le 22 décembre 2010, le traité “New START” signé en avril par les présidents Obama et Medvedev, laissant espérer que d’autres progrès vers le difficile désarmement nucléaire se réaliseront aussi.

¹ Gorbachev, Mikhail. In *Wall Street Journal*, January 31, 2007, P. 13.



Héritage et actualité de la polémologie

sous la direction de
Myriam Klinger
Téraèdre, Paris, 2007

(2^{ème} partie)

La première partie de la note de lecture sur cet ouvrage collectif stimulant (*Lettre du GIPRI* n°11) a situé sa genèse, précisé sa structure et amorcé les citations. Avec cette deuxième partie, nous continuons et terminons ici sa lecture.

Sous le titre : « Lire le *Traité de polémologie* à l'heure du « temps de crise » et du primat de la sécurité », Vincent Porteret (université Panthéon – Paris Sorbonne-I) rappelle que Gaston Bouthoul définit la guerre comme « lutte armée et sanglante entre groupements organisés. » Succédant à celui de « guerre », le paradigme de « crise » exprime une « violence déterritorialisée, émietée, privatisée et désinstitutionnalisée » (p.47). Bouthoul distingue le conscrit, le mercenaire, le volontaire et le fanatique. Distinguée de l'agressivité, « l'impulsion belliqueuse » est définie comme « un état d'âme collectif qui pousse la majorité des membres du groupe à désirer la guerre ou, tout au moins, à en accepter l'idée ». (P.51) Porteret conclut que « l'étude de la guerre peut venir éclairer la compréhension de la société ».

Jean-Vincent Holeindre (Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales) se propose de « **Penser la ruse** avec Julien Freund ». « La ruse est un procédé tactique visant à provoquer la surprise. ». La force est un moyen direct, la ruse un moyen indirect (p.61) « Toute l'ambiguïté et la fécondité de la notion de ruse se situent là : le terme désigne soit le stratagème, soit l'intelligence qui préside à l'emploi du stratagème » (p.62)

Nicolas Amadio (université Marc-Bloch, Strasbourg) donne pour titre à sa contribution : « **Conflits et sentiments psychosociaux** : le sentiment de l'honneur chez Simmel ». « Le sentiment d'honneur occupe une position médiane entre la morale et le droit, non seulement du fait de sa nature mais aussi et surtout du fait de ses fonctions. » (p.81) « Le sentiment de l'honneur, lié au conflit jusque dans la plus profonde intimité de la personnalité individuelle, est un soulagement. (...) il promet, en même temps qu'il l'exprime, une possibilité d'opposition aux cercles sociaux, et, partant, une part de liberté. » (p.83)

« **Polémologie et sociologie des conflits** » est la contribution par laquelle Patrick Watier (directeur de l'Insitut de polémologie de Strasbourg) revient sur l'extension apportée par Julien Freund à la polémologie constituée par Gaston Bouthoul. Et de citer l'actualité de Freund : « La nouveauté des temps modernes, c'est qu'on rejette l'idée même de société et l'on se livre à un harcèlement permanent contre les institutions (...) contre la surveillance des enfants et contre la protection des mineurs ou encore contre le fait d'inculquer les formules élémentaires de la grammaire ou de l'arithmétique. Cette activité conflictuelle a envahi toutes les activités, sans exception. (Freund, *Sociologie des conflits*, 1983) » (p.88)

François-Bernard Huyghe (consultant, IRIS) traite de « **Polémologie : forces et signes**. » « La tentative a tourné court après la mort du fondateur, Gaston Bouthoul : le réseau manquait de relais institutionnels, universitaires ou médiatiques. Des chercheurs en *peace research*, *irénologie* ou *Friedensforschung*, plus politiquement corrects, concurrençaient la polémologie hors de nos frontières » (p.101) « Pour notre part, nous prêcherions pour une approche médiologique (cf. *Cahier de médiologie* n°8, « Croyances en guerre », 1999, et n°13, « La scène terroriste », 2002), qui rendrait justice au symbolique et au technologique, à côté du stratégique. » (p.112)

Intitulée « Conflit des représentations et **polémologie de la connaissance**. Vers une épistémologie de la « guerre des dieux » » ? la contribution d'Erwan Sommerer (ISERP, faculté libre des sciences de la communication, Levallois-Perret) interroge le lien entre l'épistémologie - en tant que discours sur les conditions de validité de la connaissance - et la polémologie. Il conclut : « L'émergence de "nouvelles" figures combattantes (les soldats des forces spéciales, les *contractors*) est donc non seulement un révélateur de nouveaux agencements entre élites politiques et acteurs de la coercition (fin du monopole étatique de la violence, rôle croissant d'acteurs para-privés, atrophie du contrôle démocratique de la force, réticulation de l'ensemble des acteurs politico-militaires), mais aussi un symptôme plus général de la manière dont nos sociétés délèguent désormais à quelques spécialistes l'usage de la violence létale ». (p.149)

Gérald Arboit (CERIME, université Robert-Schuman, Strasbourg) entreprend de visiter « **Clausewitz à l'ère des opérations d'information** ». Question qui passe par « la trinité peuple - armée- Etat ». Après les illusions technologiques refont surface les « facteurs moraux » ordonnés par la propagande redéfinie, systématisée par le Pentagone. « Les transformations de l'art de la guerre proviennent donc des transformations de la politique » (Clausewitz).

Le propos de Matthias Blanc (université Marc-Bloch, Strasbourg) porte sur « **La représentation des conflits** : enjeu polémologique et horizon du cinéma documentaire. » « En fin de compte, seule la propagande nous aurait appris à diaboliser l'ennemi. L'usage de la peur comme élément de mobilisation des masses serait un phénomène récurrent des démarches propagandistes : cette rhétorique manipulateur est, depuis l'avènement du cinéma, un *modus operandi* qui s'est adapté au visuel. » (p.169)

Juan Matas (université Marc-Bloch, Strasbourg) s'intéresse à la « **Lecture des conflits centraméricains** ». « Pour conclure, je voudrais dire un mot sur le rôle que peut jouer la polémologie dans l'analyse de conflits tels que ceux que je viens d'exposer. (...) les politistes étudient également ce type de situation et leurs écrits nous sont, d'ailleurs, bien souvent précieux. Mais c'est plutôt d'une autre branche de la sociologie, la sociologie politique, que la polémologie, ou du moins celle qui s'intéresse aux relations internationales, trouve à la fois les problématiques et les méthodes d'investigation qui lui sont les plus proches (p.194) (...) Dans cette partie du monde, le statu quo imposé par les oligarchies au pouvoir a été mis à mal par les changements socioculturels et économiques, en partie provoqués par les succès provoqués par les succès du Marché commun centraméricain dans les années 1960 et en partie issus de la « contagion cubaine », avec l'arrivée au pouvoir des révolutionnaires. » (p.195)

La contribution de Nadia Veyrié (université de Caen) a pour thème : « **Héritages, conflits et familles** : la confrontation du symbolique et du matériel ». Georges Simmel (...) précise que ce n'est pas le conflit en soi qui est dangereux, mais les causes qui le provoquent – telles l'envie et la jalousie, la misère et la convoitise » (p.203) Dans l'héritage, l'ennemi étant absent, le soi-même en tant que autre est à l'œuvre.

Patrick Colin (université Marc-Bloch, Strasbourg) s'interroge sur les « **Conflits de socialisation et traitement de transgression** » L'insertion d'anciens délinquants appelle la « prise en charge de la personne à partir de la façon dont elle définit sa situation et plus précisément sa socialisation conflictuelle » (p.220)

Elisabeth Itofo (université Marc-Bloch, Strasbourg) traite de « **La question du mal dans le conflit psychiatrie/justice.** » S'appuyant notamment sur Michel Foucault, elle conclut que « les significations dans le champ des expertises psychiatriques pénales ne suffisent pas à être envisagées seulement sous l'angle de la psychiatrie générale et de la psychiatrie médico-légale. Elles renvoient à des évaluations plus générales de nature sociale, politique et morale. » (p.230)

Dans sa **conclusion sur « l'actualité de la polémologie »**, Pascal Hintermeyer (Professeur, directeur de l'UMR 7043 Cultures et Sociétés en Europe, université Marc-Bloch, Strasbourg) synthétise les champs de recherches qui s'offrent à la polémologie aujourd'hui. « Trois directions de recherche nous semblent particulièrement opportunes : analyser les mutations du phénomène de la guerre ; comparer différents types de conflits ; contribuer à l'étude des attitudes destructrices. » (p.235) « Une autre évolution récente est le retour de la guerre préventive. Julien Freund avait insisté sur l'idée que la guerre pouvait être faite au nom de la paix. C'est aujourd'hui fréquemment le cas » (p.236). « Les belligérants tentent de renforcer leur puissance par la maîtrise de l'information et la neutralisation des moyens de communication ennemis. La censure, la manipulation et la désinformation font partie des armes de guerre contemporaines.

Malgré leur technicité, voire leur sophistication, et la professionnalisation des personnels qui les conduisent, les guerres renouent avec des caractères qui semblaient devenus obsolètes. (...) Ces exemples confirment la proposition fondamentale de la polémologie : **le phénomène-guerre répond à une dimension essentielle des sociétés humaines**. Il serait donc illusoire, voire dangereux pour la paix, d'espérer la disparition » (p.237) Cette dernière phrase ne manque pas d'interpeller les irénologues et autres *Peace Researchers*.

« Le contexte actuel, avec le développement du terrorisme, présente des situations intermédiaires entre la guerre et la paix » (p.238). Et de conclure : « un éventuel renouveau de la polémologie supposerait, à notre avis, d'établir dans quelle mesure les méthodes utilisées pour rendre compte de conflits déterminés sont transférables à l'analyse de conflits de type, de niveau et d'ampleur différent. Même si ces rapprochements aboutissent davantage à mettre en relief la complexité qu'à s'inscrire dans une vision théorique d'ensemble, ils sont susceptibles de faire progresser les connaissances sur la conflictualité humaine » (p.245) ■

Patrick Ménager



Défense européenne, la grande illusion Larousse, 2009

Journaliste à *Marianne*, Jean-Dominique Merchet est un spécialiste des questions de défense atypique. Ses derniers livres sont *Mourir pour l'Afghanistan* et *Une histoire des forces spéciales*.

Son site est <http://www.marianne2.fr/blogsecretdefense/>

Le mérite du petit ouvrage *Défense européenne, la grande illusion*, est d'aller à l'essentiel en battant en brèche les idées reçues par des rappels historiques judicieux et des faits éloquentes. « La défense européenne est une illusion. Elle ne verra pas le jour et c'est tant mieux car c'est une illusion dangereuse. »

Les déconvenues de la coopération européenne en matière d'industrie d'armement servent de première approche du sujet. Fruit de multiples compromis conceptuels et entre sites industriels, l'avion de combat *Eurofighter* ne permet pas les économies d'échelle annoncées (il coûte aux contribuables concernés 1,5 fois plus cher que le Rafale aux contribuables français) et s'avère peu apte aux opérations délicates. La Royal Air Force a renoncé à l'engager en Afghanistan. Le projet est aussi victime de la concurrence du F.16 américain, et du projet Joint Fight Striker (rebaptisé F-35), « programme américain démentiel » et « arme redoutable contre les dernières capacités industrielles qui restent en Europe ».

La politique de défense européenne est minée par ses contradictions et sa dépendance chronique à l'égard des Etats-Unis. Elle n'a pas même pour ambition de défendre le territoire de l'Europe mais d'intervenir sur les théâtres extérieurs, cantonnée aux « activités de prévention des conflits et aux missions de gestion des crises. », sous l'appellation de « missions de Petersberg ».

La guerre est l'acte le plus politique et sa décision relève d'une autorité unique, « un seul doigt sur un seul bouton », *ultima ratio regis* (dernier argument du roi, faisait inscrire Louis XIV sur ses canons). Au surplus, l'Europe s'est construite contre la guerre.

Les tentatives d'Europe militaire, de la Communauté Européenne de Défense à la Politique Européenne de Sécurité Commune en passant par l'UEO, sont aussi vaines que subordonnées à l'OTAN.

S'appuyant sur les travaux des chercheurs étasunien Jared Diamond et suisse David Cosandey, Merchet conclut : « S'il y a quelque chose à défendre sur notre continent, c'est sans doute ce modèle de « division politique stable » » ■

Gabriel Galice

Christian Comelieu est docteur en droit, docteur en sciences économiques et spécialiste de l'économie du développement. Il est membre honoraire du Conseil de Fondation du GIPRI. Il a été successivement chercheur et professeur à l'Université de Kinshasa, économiste à la Banque mondiale à Washington D.C., membre de l'équipe du projet « Interfuturs » puis du Centre de Développement à l'OCDE à Paris, chargé de mission au Commissariat du Plan à Paris, et enfin professeur à l'Institut Universitaire d'Etudes du



**Conflits et
Démocratie
Quel nouvel
espace
public ?**

Hourya
Bentouhami et
Christophe
Miqueu (dir.)
L'Harmattan,
Paris, 2010

Outre la préface et l'introduction, le livre dirigé par deux jeunes philosophes, Hourya Bentouhami et Christophe Miqueu, rassemble dix contributions groupées en trois thèmes progressifs : **dominations, revendications et émancipations**.

L'ouvrage concerne les chercheurs pour la paix et autres irénologues en ce qu'il pose d'emblée la différence entre *conflit* et *violence*, dans l'ordre interne et dans la vie internationale. L'introduction de Bentouhami et Miqueu pose les modalités de la relation entre contestation politique et démocratie, empruntant autant aux travaux du sociologue Georg Simmel qu'à ceux de Machiavel, Spinoza, Marx ou Axel Honneth. Sont en jeu les notions d'*antinomie* (comme anti-nomos ou contre la loi), *eunomie* (vertu essentiellement faite de discipline et d'obéissance à des lois qui régissent toute la vie, les mœurs, la vie individuelle), *isonomie* (régulation par les lois). « Cette dichotomie qui pose la question de savoir si la constitution d'un peuple est déterminée par les mœurs (l'eunomie) ou par la nature du pouvoir politique (l'isonomie) est caractéristique de la manière dont est saisi le problème de la démocratie, car c'est de la tension entre ces deux pôles que naît le caractère proprement antagonique de cette dernière. » « Si la démocratie contemporaine subit et produit en même temps des conflits manifestes, elle laisse également place à des formes de violence masquée ou structurelle, qu'on peut qualifier de violence par omission dans la mesure où elles ne sont pas qualifiées comme violentes par le discours théorique. »

Le thème « **Dominations** » s'ouvre par une contribution de Christian Laval « Le néolibéralisme et la démocratie limitée ». Ses citations de Friedrich Hayek attestent que le libéralisme ne vise pas la démocratie. Le complément obligé du dédain démocratique est le mépris du peuple, dont témoigne en 1927 le livre d'Ortega y Gasset, *La Révolte des masses*. Louis Rougier procède de postulats analogues. En 1975, dans *La crise de la démocratie*, Samuel P. Huntington et ses coauteurs en conclurent, après les frayeurs devant les contestations de la seconde moitié des années 60 et du début des années 70 : « (...) il y a des limites potentiellement désirables à la croissance économique. Il y a des limites potentiellement désirables à l'extension indéfinie de la démocratie politique. » Etienne Tassin traite de « Visibilité et clandestinité : des « disparus » en régime libéral. » Gérard Bras aborde « Le peuple dans tous ses Etats » en

distinguant le peuple étatique, le peuple ethnique, le peuple social, le peuple de la politique.

Le domaine « **Revendications** » débute par un texte « Le droit de résistance en extrême pauvreté », dû à Roberto Gargarella. Sotiria Liabaki s'intéresse à « la citoyenneté grecque et la deuxième génération d'immigrés ». Luc Foisneau pose la question : « Le droit des minorités, de quel(s) droit(s) ? »

Laurent Bove inaugure la **rubrique « Emancipations »** par l'article « Droit de guerre et droit commun dans la politique spinoziste ». Dans l'article 4 du chapitre 5 du *Traité politique*, Spinoza distingue la paix de la non-guerre : « Une cité où les sujets ne prennent pas les armes par ce seul motif que la terreur les paralyse, tout ce qu'on peut en dire, c'est qu'elle n'a pas la guerre, mais non pas qu'elle ait la paix. Car la paix, ce n'est pas l'absence de guerre ; c'est la vertu qui naît de la vigueur de l'âme, et la véritable obéissance est une volonté constante d'exécuter tout ce qui doit être fait d'après le décret commun de la cité. Aussi bien une cité où la paix n'a d'autre base que l'inertie des sujets, lesquels se laissent conduire comme un troupeau et ne sont exercés qu'à l'esclavage, ce n'est plus une cité, c'est une solitude. » La souveraineté de l'Etat (*imperium*) et celle de la cité (*civitas*) devraient se confondre mais c'est rarement le cas, d'où il s'ensuit que la paix ne règne pas. Sophie Guérard de Latour s'intéresse aux « forces et faiblesses de la citoyenneté multiculturelle ». « Démocratie de contestation et perfectionnisme institutionnel » est la question traitée par Christian Nadeau. Jean-Philippe Deranthy et Emmanuel Renault s'interrogent sur « Ethique ou politique de reconnaissance ? », relevant que « la théorie de la reconnaissance proposée par Axel Honneth évite soigneusement de se désigner comme une politique de la reconnaissance. » « La formalité du modèle de vie éthique est synonyme d'une sorte d'agnosticisme politique qui envoie aux « luttes sociales à venir » le soin de trancher ».

Après *Eloge du conflit*, de Miguel Benasayag, l'ouvrage fournit de solides références et arguments aux irénologues soucieux d'échapper à une vision irénique de l'histoire et de ses tensions. ■

Gabriel Galice

**INSTITUT INTERNATIONAL DE
RECHERCHES POUR LA PAIX
A GENEVE (GIPRI)**

Présidente du comité d'honneur : J. Berenstein-Wavre
Bureau de la Fondation : J. Diezi (prés.), G. Galice
(vice-prés.), J. Goldblat (vice-prés.), J. Dubochet
(secr.), G. Harigel,

Collaborateur : Y. Jänchen (chercheuse-coordinatrice)

Route des Jeunes, 6, Bâtiment 1, bureaux 38/39
1227 Carouge/GE Suisse

022 301 71 40

Site internet : www.gipri.ch

Pour recevoir directement une copie de cette lettre, il vous suffit d'en faire la demande à yvonne.janchen@gipri.ch
Les opinions exprimées dans cette lettre n'engagent que leurs auteurs.